

Rue89 Bordeaux

SOCIÉTÉ

par Anne Chaput | 24 septembre 2014 | 6:00

Esclaves au XXIème siècle, près de chez vous



L'une des photos de l'exposition « À contre-allées » (photo auteur anonyme)

Le musée d'Aquitaine expose à partir de jeudi 25 septembre les photos prises par des migrants victimes d'exploitation soutenus par l'association bordelaise Ruelle. Ce projet met en lumière ces cas de traite d'êtres humains insoupçonnés et plus fréquents qu'on ne le croit. Rencontres.

Aïcha a un joli teint laiteux, les yeux doux, les cheveux tirés en un sage chignon. Elle parle très mal français mais arrive quand même à raconter son histoire avec l'appui d'une des fondatrices de l'association Ruelle qui lui est venue en aide. Aïcha a 36 ans et de fines rides autour des yeux qui se creusent alors qu'elle se met à pleurer. Elle est arrivée à Bordeaux il y a moins d'un an, après avoir vécu et travaillé un temps en Espagne, où son père est installé. Avant ça, elle vivait au Maroc. Son fils adolescent y est toujours, elle espère qu'il pourra la rejoindre un jour.

Aïcha est venue à Bordeaux sur les conseils d'une connaissance qui lui a indiqué un emploi à pourvoir

l'équipe de bénévoles est resserrée. L'association se fait discrète dans un local du quartier Saint-Jean dont l'adresse n'est pas indiquée sur son site internet (<http://associationruelle.org/>). Derrière les victimes d'exploitation se cachent parfois des réseaux qui n'aiment pas les empêcheurs de tourner en rond.



La plupart des migrants aidés par Ruelle viennent du Maghreb ou d'Afrique subsaharienne, mais parfois aussi de l'Union européenne (photo auteur anonyme)

Des histoires de confiance trahie

Mais il arrive que ce soit de « simples » particuliers qui entourloupent une victime, comme ce Bordelais, issu de la classe moyenne. Il a rencontré Olivia par le biais des petites annonces matrimoniales, est allé la rencontrer et l'épouser en Afrique de l'Ouest, l'a ramenée en France et l'a rapidement contrainte à se prostituer.

Contrairement à Aïcha, cette femme robuste de 46 ans est régulièrement secouée d'un rire nerveux tandis qu'elle raconte son histoire : le décès de son premier mari, père de ses trois enfants auxquels elle ne veut pas imposer des histoires de passage, son besoin de stabilité qu'elle pense combler auprès de ce bel homme venu la chercher et dont elle découvre le vrai visage une fois installée chez lui...

Olivia a fini par sortir de l'étau et porter plainte. Son mari est allé déclarer à la préfecture que la communauté de vie avait cessé, sa femme a donc perdu son titre de séjour, est menacée d'expulsion. Parole contre parole, avocat contre avocat, l'affaire est en cours, suivie par l'association Ruelle. Dans ces situations d'exploitation, quand les procédures pénales aboutissent enfin et que les victimes se voient reconnaître ce statut, les peines s'avèrent parfois dérisoires.

C'est l'histoire d'Aline, attirée en France où elle espérait pouvoir offrir un traitement à l'une de ses filles atteinte d'une maladie génétique, ses filles qu'elle confie provisoirement à la famille en Afrique. Elle travaillera plus de deux ans à Bordeaux pour un « salaire » de 28 centimes d'euros de l'heure, jusqu'à ce que ses « employeurs » la ramènent au pays et l'y abandonnent sans avoir, bien sûr, honoré leur promesse de faire soigner sa fille.

Des victimes à la fois fortes et vulnérables

Aline, animée par la rage, est revenue en France pour dénoncer ses exploiters. Dépôt de plainte, soutien de l'association Ruelle, procès, jugement : les coupables ont été condamnés à des dommages et intérêts et deux ans de prison... avec sursis. Son histoire démontre le courage dont font preuve ces victimes, alors qu'on pourrait les croire fragiles.

C'est le courage d'Aïcha, malgré ses larmes, espérant une condamnation prochaine des restaurateurs qui l'ont exploitée – elle et beaucoup d'autres, semble-t-il. Une procédure est en cours devant le tribunal correctionnel et le conseil des prud'hommes. Aujourd'hui, elle a décroché deux CDI à temps partiel, l'un comme femme de ménage, l'autre dans un restaurant. Elle gagne moins que le SMIC, s'accroche pourtant, cherche un logement plus décent que celui où elle est hébergé actuellement, étudie le français, envoie tous les mois de l'argent à son fils resté au Maroc.

Une expo sans visages

Parallèlement à son action de soutien aux victimes et de sensibilisation des professionnels susceptibles de les leur adresser (policiers, personnels soignants, assistantes sociales...), Ruelle a décidé de mettre en place des ateliers artistiques pour offrir une respiration aux personnes qu'elle épaula. Grâce au financement du fonds de dotation InPACT et de la Direction des affaires régionales d'Aquitaine, l'association a notamment pu confier au photographe bordelais Christophe Goussard un projet mettant en regard des images prises par le professionnel et celles faites par les personnes accompagnées.

Ces dernières se sont vues confier chacune un appareil photo argentique grâce auquel elles ont photographié leur nouveau quotidien depuis la sortie de leur situation d'asservissement. Christophe Goussard s'est quant à lui rendu sur les lieux où a été subie l'exploitation, le restaurant où a trimé Aïcha, le quartier où s'est prostituée Olivia, l'immeuble où Aline était réduite en esclavage...

DES PHOTOS ET DES VOIX

« Je pleure, je demande à Dieu quand ça va s'arrêter », « il a fait mourir mon espoir de la vie », « ils ne me battaient pas, non, mais ce que j'ai subi c'était pire, j'aurais préféré qu'ils me battent »... L'exposition intitulée « À contre-allées » se termine par un diaporama enrichi d'une bande sonore, un montage de bribes de confidences faites par les victimes d'exploitation et recueillies par le photographe Christophe Goussard.

Vernissage le jeudi 25 septembre à 18h,
exposition visible jusqu'au 26 octobre 2014
(<http://www.musee-aquitaine-bordeaux.fr/fr/evenement/exposition-contre-alles>).

Musée d'Aquitaine, 20, cours Pasteur,
Bordeaux. Tél. : 05 56 01 51 00.



Les femmes victimes d'exploitation sont souvent poussées par le désir d'offrir un meilleur avenir à leurs enfants (photo auteur anonyme)

Les photos ont été réalisées (celles du photographe) ou sélectionnées (les autres) avec le souci constant de ne pas révéler l'identité des victimes, ni l'emplacement exact de leur calvaire. Cet anonymat forcé est à double tranchant : d'un côté, il conserve au projet sa dimension artistique – loin du souci journalistique d'identification et d'authentification –, mais de l'autre, il maintient ces personnes dans des limbes dont elles semblent ne jamais pouvoir vraiment sortir.

Ces lieux, pourtant, nous sont tristement familiers : cet immeuble typiquement bordelais, cette barre de proche banlieue devant laquelle passe le tramway, ces rues autour de la gare Saint-Jean...

C'est le message qui ressort de l'exposition : c'est arrivé, et cela arrivera de nouveau, près de chez nous, chez nos voisins, dans cette exploitation agricole sur notre chemin, sur les quais de Bordeaux la nuit. Combien sont-ils, sont-elles, impossible de le dire, c'est l'un des chiffres les plus noirs de la délinquance, insondable. Mais comme on le lit sur un panneau au détour des photos, ce travail exposé est « la preuve que malgré la gravité des faits subis, un lendemain reste toujours possible ».

COMMENT SOUTENIR RUELLE ?

L'association agit sur signalement des professionnels de police, de justice ou des services sociaux qui aiguillent les victimes de traite des êtres humains. Celles-ci peuvent bénéficier d'un accompagnement social, psychologique et juridique qui les aidera à s'émanciper du lien d'exploitation. Le meilleur moyen de se rendre utile est de faire un don à l'association pour lui donner les moyens d'exercer cette mission dans les meilleures conditions. En cas de doute sur une situation dont vous êtes le témoin, vous pouvez demander conseil à l'association et/ou donner son numéro à la victime présumée pour qu'elle s'en rapproche.

Ruelle, tél. : 06 98 39 70 42. associationruelle.org
